

ché tout en s'efforçant de déverser ailleurs le surplus de sa production. L'Orient où se trouve la moitié de la population mondiale constitue une clientèle illimitée, pourvu que son pouvoir d'achat soit accru. A ce propos, je désire citer un extrait d'un article publié par M. A. W. Palmer, dans l'*Empire Review* de Londres. Voici :

On a calculé que relever de deux sous par jour le niveau de vie aux Indes seulement représenterait un accroissement du pouvoir d'achat d'environ 400 millions de livres sterling annuellement. Songez à ce que cela signifierait appliqué à la Birmanie, au Siam, à la Malaisie, et à ce pays destiné à devenir l'un des plus grands du monde, la Chine. Il y a là une clientèle de 2,000 millions sterling par année à cultiver.

Je désire aussi signaler à l'attention de la Chambre un discours de l'honorable Herbert M. Marler, ministre canadien au Japon, prononcé à Vancouver, le 26 août 1931. Un examen de ce discours démontrera que l'on pourrait développer énormément le commerce dans ce vaste continent, l'Orient. Actuellement, le chiffre de notre numéraire en circulation est déterminé par la quantité d'or au pays, mais si nous doublions notre base métallique, c'est ce qui arriverait si nous adoptions le bimétallisme; nous doublerions notre circulation et ainsi nous ferions de l'inflation dans une certaine mesure, ce qui ferait évidemment augmenter le prix des denrées. Je sais que le ministre du Commerce a fait une étude approfondie de cette question, et j'espère qu'il la soumettra à la prochaine conférence.

Les deux vieux partis considèrent les membres qui occupent ce coin de la Chambre comme des visionnaires, et prétendent qu'en notre qualité d'agriculteurs nous n'avons pas la compétence voulue pour traiter de questions financières. Cependant, monsieur l'Orateur, je vous ferai remarquer que le peuple est presque complètement désillusionné sur le compte de nos banquiers et de nos financiers; ils ne sont plus les surhommes omniscients à ses yeux. A ce sujet, permettez-moi de citer une perle tombée de la bouche du très honorable Arthur Meighen. Elle est extraite du discours dont je vous ai cité des parties il y a un instant :

Il y en a qui lèvent les bras au ciel, dès que l'on fait la moindre proposition de nature à modifier fondamentalement les artères de la circulation. Aux yeux de ces gens, tout changement susceptible d'améliorer les valeurs sent le radicalisme, et toute mesure qui tend à les faire baisser est sensée et modérée. Il est certainement temps de nous débarrasser de cette mentalité.—donnez-lui le nom que vous voudrez, la mentalité, ou le fétichisme de l'or ou tout autre nom. Si l'on peut trouver d'autres remèdes, que ceux qui en connaissent nous en fassent part, ne restons pas les bras croisés en disant que nous sommes incapables de résoudre le dilemme que nous avons posé nous-mêmes. Ne disons pas qu'il est naturel et inévitable que des hommes,

des femmes et des enfants, par tout l'univers, souffrent de privations au milieu d'une abondance de biens dont aucun travailleur intellectuel ou manuel ne devrait manquer.

Quelqu'un a déclaré, il n'y a pas très longtemps, que les grands banquiers du monde ne se trompaient jamais. Ils ne sont pas plus infailibles que ne le sont les grands hommes d'Etat ou les grands guerriers; mais quels que soient ceux qui ont vu juste et ceux qui se sont trompés, il y a eu erreur, et une erreur monumentale, quelque part, car autrement nous serions pas dans l'impasse où nous nous débattons aujourd'hui. Pourquoi rester éternellement en admiration devant ceux qui sont responsables de la situation actuelle? Il me semble plus pratique et plus sensé de nous débarrasser de ces idées préconçues, de scruter nos problèmes à fond, sachant que l'on peut améliorer les choses et de travailler à le faire.

Le groupe qui siège sur ces bancs (*l'extrême gauche*) reconnaît, comme le font tous ceux qui se donnent la peine de réfléchir, que l'ancien système ne fonctionne pas convenablement, et nous sommes prêts à nous débarrasser des vieilles croyances et des préjugés antiques pour faire face franchement au problème. C'est par ce moyen seulement qu'on arrivera à quelque chose.

Avant de terminer, je voudrais vous faire une autre proposition, et cela pour deux motifs: d'abord, pour raison d'économie, et en deuxième lieu pour améliorer nos institutions parlementaires, et c'est cette dernière qui est la plus importante. Nous savons tous le grand intérêt que suscitent les événements dans l'autre Chambre, et je crois que le temps est venu d'opérer la réforme du Sénat. De récentes révélations confirment l'opinion que l'on devrait faire quelque chose si l'on veut que le peuple continue à respecter les institutions parlementaires. Au début de la session, les chefs des deux partis au Sénat ont soutenu que cette Chambre était et devait être un corps judiciaire. Je suis tout à fait de cet avis. Mais, monsieur l'Orateur, comment voulez-vous qu'il en soit ainsi lorsqu'on alimente l'esprit de parti chez ses membres? Nous constatons que les deux vieux partis y prennent leurs principaux organisateurs politiques. Nous constatons que des sénateurs prennent part aux campagnes électorales, et l'esprit de parti règne à un tel point parmi eux, lorsqu'ils sont appelés à se prononcer sur une question grave, à prendre une décision de nature à blâmer l'un des partis, ils se partagent en deux camps et la décision, n'est pas judiciaire mais celle d'hommes de parti.

Je proposerais donc, d'abord, comme mesure d'économie, que notre Constitution soit modifiée de manière à diminuer le nombre des sénateurs de quatre-vingt-seize à cinquante-deux, en nommant six sénateurs pour chaque province, à l'exception de l'île du Prince-Edouard, qui en aurait quatre comme en ce moment.